

1914-2018

LES ARCHIVES DE L'ÉTAT ET LA VALORISATION DES SOURCES RELATIVES À LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE UN INTÉRÊT CONSTANT ET JAMAIS DÉMENTI DEPUIS PLUS D'UN SIÈCLE

Pierre-Alain TALLIER

chef de Département ff. "Bruxelles" et chef de la section Archives contemporaines aux Archives générales du Royaume

Michaël AMARA

chef du service Archives contemporaines aux Archives générales du Royaume (AGR1)

■ Les Archives de l'État s'intéressent à la Grande Guerre depuis plus de 100 ans. Le conflit à peine terminé, une grande campagne de récolte d'archives fut organisée sous les auspices de la Commission des Archives de la Guerre afin de préserver les documents concernant cette période particulière de l'histoire de l'Europe et du monde. À l'époque, la Belgique ne disposant d'aucune législation en matière de préservation d'archives, le risque était grand de voir ces sources de premier ordre disparaître à jamais. Plus de cinq kilomètres de dossiers provenant d'administrations publiques, d'institutions privées et de particuliers furent récoltés dans l'optique de pouvoir documenter l'expérience de guerre des Belges. Grâce à cette opération, des centaines de milliers de documents – enrichis au fil du temps de nouveaux dons et de nouvelles acquisitions – sont accessibles dans les différentes salles de lecture des Archives de l'État. Ces dernières années, un important programme de numérisation a été mis en œuvre qui permet aujourd'hui de consulter gratuitement, sur internet, plusieurs dizaines de milliers de documents d'archives, photographies, affiches ou dessins en tous genres. Dès 2004, dans l'optique de favoriser l'accès de tous aux archives, de faciliter l'identification des sources nécessaires à la préparation des nombreuses activités prévues entre 2014 et 2018 dans le cadre du centenaire de la Première Guerre mondiale et, surtout, de favoriser des recherches novatrices, les Archives de l'État se lancèrent également dans la réalisation d'un volumineux *"Guide des sources de la Première Guerre mondiale en Belgique"*.

■ Het Rijksarchief is al meer dan 100 jaar bezig met de Grote Oorlog. Het conflict was nog maar net afgelopen, of er werd een grote archievenverzamelcampagne georganiseerd onder auspiciën van de Commissie voor Oorlogsarchieven, om documenten over deze specifieke periode in de geschiedenis van Europa en de wereld te bewaren. Aangezien België toen nog geen wetgeving had inzake de bewaring van archieven, bestond er een groot risico dat deze belangrijke bronnen voorgoed zouden verdwijnen. Meer dan vijf kilometer aan dossiers van overheidsdiensten, privé-instellingen en particulieren werden verzameld om de Belgische oorlogservaring te documenteren. Als gevolg van deze operatie zijn honderdduizenden documenten – in de loop der tijd aangevuld met nieuwe schenkingen en aankopen – toegankelijk in de verschillende leesalen van het Rijksarchief. In de afgelopen jaren is een omvangrijk digitaliseringsproces uitgevoerd, waardoor het nu mogelijk is om enkele tienduizenden archiefdocumenten, foto's, affiches en tekeningen van allerlei aard gratis online te raadplegen. Om de toegang tot de archieven voor iedereen te bevorderen, de identificatie mogelijk te maken van de bronnen die nodig zijn ter voorbereiding van de vele activiteiten die tussen 2014 en 2018 in het kader van de honderdste verjaardag van de Eerste Wereldoorlog zijn gepland en vooral om innovatief onderzoek aan te moedigen, is het Rijksarchief in 2004 ook begonnen met het opstellen van een omvangrijke *'Archievenoverzicht betreffende de Eerste Wereldoorlog in België'*.

Des initiatives à foison...

Sur le front des commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale, ces cinq dernières années ont été extrêmement riches en cérémonies officielles, expositions, colloques, conférences, journées d'études, films, documentaires, ouvrages scientifiques ou de vulgarisation. Les groupes de reconstitution ont également occupé l'espace médiatique à différentes reprises et reçu leurs lettres de noblesse lors du défilé du 21 juillet 2018. Des têtes couronnées au simple citoyen, chacun a pu trouver l'espace de souvenir ou de découverte qui lui convenait. À côté des cérémonies internationales très médiatisées organisées au Mémorial interallié de Cointe (Liège) et au Cimetière militaire de Saint-Symphorien (Mons) le 4 août 2014 ; à Ypres et à Nieuport le 28 octobre

2014 et, enfin, à Bruxelles le 11 novembre 2018, il n'est guère de communes qui n'aient proposé des activités spécifiques liées à la commémoration du souvenir du premier conflit mondial. Au-delà de la nécessité de s'interroger sur ce phénomène, à savoir, qui commémore, que commémorons-nous et pourquoi ? – le sujet a d'ailleurs fait l'objet de très nombreuses publications –, il est tout aussi indispensable de réfléchir à cet engouement qui se dessine de plus en plus pour les aspects mémoriels. Il y a là un phénomène troublant qui voit parfois une déconnection profonde entre les demandes sociétales liées à notre histoire, qu'il s'agisse de la Première Guerre mondiale, de la Seconde Guerre mondiale ou de notre passé colonial, et les réponses de décideurs politiques qui se cantonnent par trop

à l'événementiel alors qu'un travail de fond reste éminemment nécessaire.

C'est pourquoi, le rôle des institutions chargées de conserver, de valoriser et de contextualiser notre patrimoine historique et mémoriel n'en apparaît que plus important. À un moment où la formation scolaire à la critique historique – et citoyenne – est de plus en plus réduite à la portion congrue ; alors que nombre d'établissements scientifiques sont contraints de tirer le diable par la queue, faute de financements adéquats ou de bâtiments en bon état, leurs missions n'en sont que plus centrales. Non contentes de stimuler la recherche, il leur revient de veiller à ce qu'elles atteignent le grand public et intègrent pleinement le débat public. Dès lors, au cours de ces dernières années, malgré un contexte budgétaire morose, les établissements scientifiques fédéraux ont tenté de jouer leur rôle et d'apporter leur contribution à une meilleure compréhension de la Première Guerre mondiale et de son impact sur la société.



Fig. 1 : Évacuation d'une partie des archives de l'armée belge au début de la Première Guerre mondiale.

© Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire.

Un intérêt centenaire mais toujours vert

Précurseurs en la matière, les Archives de l'État s'intéressent à la Grande Guerre depuis plus de 100 ans. Le conflit à peine terminé, une grande campagne de récolte d'archives fut organisée sous les auspices de la Commission des Archives de la Guerre afin de préserver les documents concernant cette période particulière de l'histoire de l'Europe et du monde. À l'époque, la Belgique ne disposant d'aucune législation en matière de préservation d'archives, le risque était grand de voir ces sources de premier ordre disparaître à jamais. Plus de cinq kilomètres de dossiers provenant d'administrations publiques, d'institutions privées et de particuliers

furent récoltés dans l'optique de pouvoir documenter l'expérience de guerre des Belges. Grâce à cette opération, des centaines de milliers de documents – enrichis au fil du temps de nouveaux dons et de nouvelles acquisitions – sont accessibles dans les différentes salles de lecture des Archives de l'État. Ces dernières années, un important programme de numérisation a été mis en œuvre qui permet aujourd'hui de consulter gratuitement, sur internet, plusieurs dizaines de milliers de documents d'archives, photographies, affiches ou dessins en tous genres¹. Cette mise en valeur des images numérisées des archives du Raad van Vlaanderen, des Services patriotiques (réseaux de renseignement et de résistance actifs sur le territoire belge) ou de la Croix-Rouge de Belgique et de la collection iconographique dédiée à la Grande Guerre (photographies, affiches illustrées et dessins), n'aurait par ailleurs pu être effective sans l'aide et le soutien du Commissariat général à la Commémoration de la Première Guerre mondiale et de la Loterie nationale.

Un guide pour s'y retrouver

Dès 2004, dans l'optique de favoriser l'accès de tous aux archives, de faciliter l'identification des sources nécessaires à la préparation des nombreuses activités prévues entre 2014 et 2018 dans le cadre du centenaire de la Première Guerre mondiale et, surtout, de favoriser des recherches novatrices, les Archives de l'État se lancèrent dans la réalisation d'un volumineux *"Guide des sources de la Première Guerre mondiale en Belgique"*². Cet outil incontournable, financé par la Politique scientifique fédérale, semble avoir pleinement rempli ses objectifs. Une dernière mise à jour s'avérerait néanmoins nécessaire suite aux innombrables dons effectués par des particuliers dans de nombreux services d'archives tant publics que privés.

Un rôle de facilitateur d'accès aux archives et à l'information

Au-delà des initiatives déjà renseignées, dès la fin des années 1990, les Archives de l'État réalisèrent des efforts importants en matière d'ouverture à la recherche des fonds en lien avec la Première Guerre mondiale et continuèrent à enrichir la *"Bibliothèque de la Guerre"* via une politique d'acquisition des ouvrages et publications concernant cette matière³. La *bibliothèque centrale* des Archives de l'État, basée aux Archives générales du Royaume, dispose en effet de l'une des collections les plus importantes de livres et brochures concernant la Première Guerre mondiale (plus de 30.000 références à ce jour dont le catalogue est disponible via notre site¹).



Fig. 2 : De nombreuses archives furent détruites durant la Première Guerre mondiale. Grand place de Namur, août 1914.
© Archives de l'État.

La mise en valeur des sources disponibles s'effectue également via la série *Études sur la Première Guerre mondiale* lancée par les Archives de l'État en 2001. Elle a pour objet de permettre aux chercheurs de diffuser les résultats de leurs recherches, mais aussi de mettre en valeur les riches fonds d'archives conservés dans les différents dépôts des Archives de l'État ou tout autre source importante conservée par des particuliers. Cette série compte 19 publications à ce jour.

Un programme varié pour les commémorations du centenaire

Préparée de longue date, la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale a largement mobilisé les Archives de l'État. De nombreuses actions de valorisation des sources ont été planifiées entre 2013 et 2018, parmi lesquelles des expositions, des journées d'études et colloques. De même, l'institution a participé à de nombreux programmes de recherche.

Des expositions physiques ou virtuelles

Parmi nos différentes initiatives, la réalisation d'une exposition conjointe avec la Bibliothèque royale intitulée "SHOCK 1914 !" sur le thème des premières semaines de guerre au travers des médias. Elle s'est tenue du 11 septembre 2014 au 28 février 2015 dans les salles d'exposition de la Bibliothèque royale de Belgique.

Suivirent plusieurs expositions itinérantes visant à mettre en valeur les collections d'affiches de la Grande Guerre issues des Archives de l'État à Hasselt (Archives de l'État à Hasselt, 28/05/2014), des Archives de l'État à Bruges ("Concitoyens ! Restez calmes et ayez confiance ! Les affiches de guerre brugeoises, 1914-1918", 03/03/2015 au 27/03/2015) et des Archives de l'État à Courtrai

(18/11/2016 au 21/12/2016). Notons aussi le grand dynamisme des Archives de l'État à Namur, dont les locaux ont accueilli pas moins de quatre expositions : "Un manuscrit de résistance durant la Grande Guerre" (organisée par la communauté des sœurs bénédictines de Maredret, 09/08/2016 au 15/08/2016) ; "Gender@war 1914-1918" (08/11/2016 au 30/11/2016) ; "CENSURÉ - Namur 1917-2017. Traces - Vues d'artistes aux Archives de l'État à Namur" (10/11/2017 au 22/12/2017) ; "Namur occupée et libérée. Témoignages photographiques (1914-1920)" (27/07/2018 au 11/11/2018).

Enfin, la D04 des Archives de l'État (Cegesoma) clôture la liste des expositions planifiées dans le cadre du centenaire avec "Bruxelles, novembre 1918. De la guerre à la paix ?" qui est encore visible dans les locaux du Musée Belvue à Bruxelles jusqu'au 6 janvier 2019. Et nous n'évoquons pas ici les nombreux prêts d'archives qui ont permis d'en exposer à travers tout le pays.

À côté de ces expositions "physiques", deux expositions virtuelles ont également été réalisées afin de permettre au grand public de découvrir un aperçu alléchant du patrimoine archivistique concernant la guerre 14-18 conservé par les Archives de l'État. L'une portait sur les "Archives sur la Guerre 14-18 en Wallonie"⁴, l'autre sur les victimes civiles du conflit⁵.

Des journées d'étude et colloques

Pas moins de six colloques et journées d'étude ont été organisés par les différents services des Archives de l'État. Le premier d'entre eux, intitulé "La Première Guerre mondiale et la région frontalière belgo-allemande" s'est tenu aux Archives de l'État à Eupen le samedi 21 septembre 2013. Il était dédié au sort de nos compatriotes de l'Est de la Belgique.

Quatre autres colloques ont suivi en 2014. Le premier, sous l'impulsion des Archives de l'État à Saint-Hubert, de la Province de Luxembourg et de la Haute école Robert Schuman, avait pour thème : "Une province dans la tourmente de 1914-1918. Le Luxembourg belge, de l'invasion à la reconstruction". Organisé dans la cité des baudets (Bertrix) les 9 et 10 mai 2014, il était plus spécifiquement destiné aux enseignants et aux "passeurs de mémoire" vers les jeunes générations.

Le deuxième, organisé aux Archives de l'État à Mons, en collaboration avec la Province de Hainaut, les Archives et le Pôle Muséal de la Ville de Mons, s'est tenu le 20 octobre 2014. Il avait pour objectif d'envisager la période 1914-1918 sous l'angle de

et de mettre en avant une série de sources peu utilisées jusqu'ici. L'ambition de cette journée, organisée dans le cadre du projet BRAIN (Belgian Research Action through Interdisciplinary Networks) "The Great War from Below", était également de présenter les nouvelles recherches en cours, leurs méthodes et leurs objectifs.

Pour terminer, signalons que les collaborateurs des Archives de l'État participèrent à de nombreux colloques organisés par des tiers tant en Belgique qu'à l'étranger, et qu'ils donnèrent également d'innombrables conférences un peu partout en Belgique, concernant des thèmes aussi divers que les déportations de travailleurs, l'impact de la Grande Guerre sur le rôle de la femme dans la société belge, les réfugiés belges à l'étranger, le mouvement du front ou les dommages de guerre en Flandre occidentale.

Grâce au programme de recherche BRAIN-be, financé par la politique scientifique fédérale, différents aspects du conflit ont été éclairés d'un jour nouveau. Les déportés, les anciens combattants, les résistants et autres collaborateurs ont été au centre de toutes les attentions grâce au Projet "Great War From Below". Quant au Projet MEMEX-WWI ("Reconnaissance et ressentiment : expériences et mémoires de la grande guerre en Belgique"), il a permis de faire dialoguer spécialistes en histoire, en sciences politiques, en littérature et en psychologie autour de la question des mécanismes de la (re)construction mémorielle.

S'il est permis de s'interroger sur les causes et le bien-fondé de la "commémorité" aiguë de ces cinq dernières années, force est aussi de constater que les financements octroyés à cette occasion à la recherche en général, aux institutions scientifiques et aux universités en particulier, ont permis de favoriser la recherche historique et de l'ouvrir à de nouveaux horizons. La bibliographie rétrospective, éditée fin 2018 par les Archives générales du

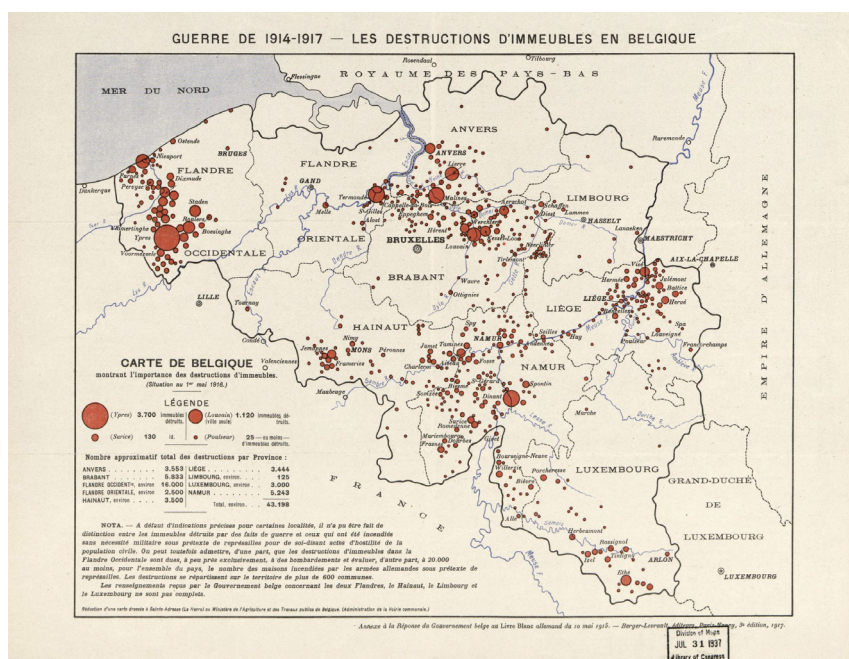


Fig. 3 : De nombreuses archives furent détruites durant la Première Guerre mondiale.
Les destructions d'immeubles en Belgique 1914-1917.
© Archives de l'État.

Royaume en collaboration avec la Commission royale d'Histoire, permet d'asseoir cette assertion⁶. Plus de 3.685 ouvrages et articles concernant les Belges et la Belgique durant la guerre 14-18 ont été publiés entre 2014 et 2018. Le phénomène commémoratif a bel et bien stimulé les chercheurs, permis des apports novateurs et l'apparition de nouvelles thématiques, qu'elles soient en lien direct ou non avec les grandes tendances historiographiques du moment : l'histoire du genre, des femmes et des enfants, l'histoire du droit mais aussi celle du phénomène mémoriel et des "memories studies" (parfois malheureusement jusqu'à la caricature avec l'histoire de la mémoire de la mémoire). Les études liées à l'archéologie et au patrimoine de la Grande Guerre ont également fait florès, de même que celles consacrées au cinéma et à la littérature. Enfin, on constate une forte présence des ouvrages consacrés à l'histoire locale et aux parcours individuels. Dans ce dernier cas, il reste encore à déterminer s'il s'agit d'un effet de mode ou d'un phénomène de fond liés à la fin des grandes utopies et à l'individualisation de plus en plus marquée des sociétés européennes. À l'inverse, l'histoire militaire et l'histoire diplomatique semblent totalement passées de mode.

La fin de la période de commémoration ne signifie pas pour autant la fin des recherches. À titre d'exemple, un colloque sur la sortie de guerre et les traités de paix se tiendra au Palais des Académies à Bruxelles, en mai 2019. Enfin, de nombreuses thèses de doctorat, dont une bonne partie financée sur le programme BRAIN, seront soutenues en 2019.

Annexe A : Le "Guide des sources de la Première Guerre mondiale en Belgique", genèse et résultats

Indépendamment des effets de mode et des anniversaires à célébrer ou à commémorer, la Première Guerre mondiale constitue probablement l'une des périodes clés de l'histoire de la Belgique et de l'Europe. Depuis le début des années 2000, nous observons un regain d'intérêt pour cette histoire⁷. Dans le monde scientifique, il se caractérise par un renouvellement de l'approche historique de la Grande Guerre et, auprès du grand public, par une curiosité grandissante, suscitée notamment par de nombreuses productions cinématographiques ou encore par la multiplication des ouvrages de vulgarisation concernant la période et la modernisation des infrastructures muséales. Quotidiennement, les touristes de guerre envahissent le Westhoek pour visiter les musées, les cimetières militaires, les monuments et les champs de bataille. Dans le



Fig. 4 : L'une des 6.098 photographies numérisées de la collection iconographique de la Première Guerre mondiale aux Archives de l'État.

© Archives de l'État.

même temps, les publications et travaux historiques à caractère général ou plus spécifique (les combats, les combattants, les destructions, les civils, les réfugiés, les hommes, les femmes, les enfants dans la guerre, ...) font florès et les sites internet et autres espaces de discussion spécialement dédiés au sujet prospèrent comme jamais auparavant. Bien plus, les descendants (petits-enfants et arrière-petits-enfants) des glorieux jass⁸, tommies⁹ et autres poilus¹⁰, des réfugiés ou des déportés se lancent dans la récolte d'informations sur les aventures et mésaventures de leur(s) ancêtre(s) durant la Grande Guerre.

Face aux attentes et aux questions précises et pressantes des uns et des autres, les archivistes se sont longtemps trouvés quelque peu démunis. En effet, si les sources relatives à l'histoire des Belges et de la Belgique durant la Première Guerre mondiale sont innombrables, elles sont longtemps restées mal connues car éparpillées entre un grand nombre d'institutions. Leur utilisation plus aisée passait obligatoirement par la rédaction d'un outil répertoriant ce patrimoine. La piste choisie en 2004 fut celle de la réalisation d'un guide rassemblant et structurant les informations éparpillées en les présentant par producteur d'archives de manière à pouvoir offrir un instrument répondant aux vœux des chercheurs patentés ou occasionnels et des archivistes. Il fallait permettre aux premiers d'obtenir une information de première main sans devoir effectuer de trop fastidieuses recherches et, aux seconds, de répondre plus facilement aux demandes de plus en plus nombreuses émanant des particuliers et des familles en quête d'informations sur leurs proches (militaires – décorés, blessés, fusillés, gazés, prisonniers ; civils – fusillés, déportés, blessés, réfugiés ...) ou sur les biens de ceux-ci durant cette période (biens volés, biens réquisitionnés, biens immobiliers dégradés ou totalement détruits ...).

Au-delà de la réalisation d'un outil pour les archivistes, pour les chercheurs et pour les historiens amateurs et les familles, la volonté était aussi de mettre en valeur les riches fonds d'archives et collections relatifs à ce conflit majeur du XXe siècle et à ses répercussions politiques, économiques et sociales, tablant en outre sur le fait que la mise au jour des fonds d'archives complètement ignorés ou inconnus augmenterait encore les possibilités de procéder à des recherches réellement originales.

Publié en 2010, le guide rassemble toutes les informations disponibles au sujet des fonds d'archives et autres sources conservés par les principales institutions tant publiques que privées en Belgique comme à l'étranger. Il fait le tour des archives produites par l'ensemble des acteurs : administrations centrales, provinciales et locales, universités, églises, entreprises, associations caritatives, particuliers... Les notices identifient les fonds et présentent leur contenu, leur intérêt pour la recherche, les liens éventuels avec d'autres fonds ainsi qu'une bibliographie succincte. Le guide mentionne aussi pour chacun des producteurs d'archives l'existence, le cas échéant, de collections photographiques, cinématographiques, de pièces et objets divers (affiches, tracts, journaux clandestins, etc.). Enfin, afin de faire de ce guide un outil de travail complet, il comprend un index détaillé qui permet les recherches thématiques. Il a été également conçu de manière à pouvoir être placé facilement sur Internet.

Les sources présentes dans le guide reflètent la variété des expériences de guerre belges (invasion brutale et occupation du territoire, exil d'une partie importante de la population, déportation pour travail obligatoire à partir de 1916, politiques spécifiques des autorités allemandes dont la Flamenpolitik, collaboration d'une partie de la population – activisme et collaboration économique, foisonnement des réseaux de renseignements, etc.) et permettent d'aborder l'histoire de la Première Guerre mondiale sous de nombreux axes : politique, économique, social, environnemental, militaire, culturel, des mentalités. C'est pourquoi cet outil s'est avéré très

utile pour accompagner le processus, en marche, de renouvellement de l'historiographie belge de la Grande Guerre, mais présente également un intérêt incontestable dans le contexte historiographique international. La commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale, avec son long cortège de commémorations, d'expositions et de publications de circonstance, a rendu cet outil réellement indispensable. De nombreux groupes de recherches et services se sont d'ailleurs essayés au même exercice¹¹.

Dans la même veine, mais à une échelle plus locale, signalons aussi l'ouvrage intitulé *"Bronnen voor de geschiedenis van de Eerste Wereldoorlog in Limburg. 1. Gedode en tot dwangarbeid veroordeelde burgers"* publié conjointement fin 2013 par les Archives de l'État à Hasselt et l'asbl Limburgse Studies.

Annexe B : Focus sur les sorties de guerre à travers deux fonds d'archives

Avec l'Armistice vint le temps de sortir de la guerre. La reconstruction s'imposa d'emblée comme un enjeu essentiel de l'immédiat après-guerre. Les dégâts les plus importants avaient été infligés aux zones proches du front, en Flandre occidentale. Toutefois, les

destructions étaient réparties dans tout le pays, que ce soit à Liège, à Anvers, à Dinant ou à Louvain. Au printemps 1919, pour coordonner l'action des différents acteurs en charge de la reconstruction, le Ministère de l'Intérieur créa un Office des régions dévastées. Celui-ci était censé incarner la solidarité de la Nation envers toutes les communes touchées par les destructions. S'il connut un démarrage difficile, cet Office n'en coordonna pas moins la restauration ou la reconstruction de dizaines de milliers de bâtiments publics ou privés. Les archives de cet organisme, aujourd'hui conservées aux Archives générales du Royaume, témoignent de l'immense effort que les Belges fournirent durant la première moitié des années 1920. Composées de milliers de dossiers, de dessins, de croquis et de plans en tous genres, ces archives regorgent de pièces d'une grande valeur. Au-delà – et cela n'est pas suffisamment connu – elles



Fig. 5 : L'une des 994 affiches numérisées de la collection iconographique de la Première Guerre mondiale aux Archives de l'État.

© Archives de l'État.

permettent de retracer les prémices des grands enjeux urbanistiques qui traverseront le siècle. Certes, la reconstruction à l'identique l'emporta dans la majorité des cas, mais l'opération fut aussi l'occasion de mettre en œuvre des expériences nouvelles telles que les cités-jardins et la construction de vastes ensembles de "logements à bon marché", ancêtres de nos logements sociaux. En cela, la reconstruction fut une chance et une gigantesque entreprise qu'il convient d'étudier de plus près, tant elle incarne un défi majeur des années 1920.

Reconstruction des murs mais aussi des corps et des âmes. Pour les autorités en place après-guerre, il s'agit de réparer les blessures infligées à des centaines de Belges. Quasi entièrement occupée pendant plus de quatre ans, la Belgique offre ce particularisme de compter des centaines de milliers de victimes civiles. A la tribune de la Chambre, en 1919, Henri Jaspar, le Ministre des Affaires économiques s'exprima en ces termes : "Les victimes civiles sont des soldats qui ont aussi eu leurs tranchées". Dans un premier temps, au nom de la solidarité nationale et au prix d'un véritable bouleversement des normes traditionnelles, la volonté des autorités fut claire : aligner au maximum les réparations accordées aux soldats et aux civils. Des Tribunaux des Dommages de Guerre furent mis en place en 1919 pour examiner les demandes des victimes civiles du conflit. Pendant des années, ces juridictions verront défiler devant elles une cohorte de victimes avides de reconnaissance :

ayants-droits de civils fusillés par les Allemands, personnes blessées pendant les bombardements, travailleurs déportés ou résistants condamnés à des peines d'emprisonnement par l'occupant. En 1924, sur les 256.597 victimes civiles qui avaient introduit une demande devant les Tribunaux des Dommages de Guerre, 239.165 cas avaient été tranchés, pour des dédommagements dont le total avoisinait un milliard de francs ! Plus de 200.000 de ces dossiers d'indemnisation (relatifs aux dommages aux personnes) sont aujourd'hui conservés aux Archives générales du Royaume. En plus de constituer le reflet d'autant de destins individuels, ils donnent à voir combien la reconnaissance par l'État des dommages subis constitua une revendication perçue comme un indispensable préalable à la reconstruction de larges franges de la société belge d'après-guerre. Voici un vaste champ d'études qui ne demande qu'à être exploré...

Pierre-Alain Tallier
Michaël Amara

Archives générales du Royaume - AGR 1
rue de Ruysbroeck 2-6
1000 Bruxelles
pierre-alain.tallier@arch.be
michael.amara@arch.be
<http://www.arch.be/>

Octobre 2018

Notes

1. Site internet des Archives de l'État : <<https://www.arch.be>>
Retrouvez-y les archives, publications, projets et événements des Archives de l'État sur la Première Guerre mondiale (rubrique Ressources en ligne).
2. Pierre-Alain Tallier (sous la direction de). *Guide des sources de la Première Guerre mondiale en Belgique*. Archives générales du Royaume, Bruxelles, 2010, 1057 pages (série Études sur la Première Guerre mondiale, n° 17). Une version e-book de l'ouvrage est également disponible via <<http://ebooks.arch.be>>
3. Cette dernière contient désormais près de 30.000 ouvrages relatifs à la Première Guerre mondiale. Le catalogue informatisé est accessible en ligne <<http://arch.arch.be/>>
4. Archives de l'État. Archives 14-18 en Wallonie [en ligne]. <<http://14-18-wallonie.arch.be>> (consulté le 28 novembre 2018)
5. Archives de l'État. *civilsbelges14-18.arch.be* [en ligne]. <www.civilsbelges14-18.arch.be> (consulté le 28 novembre 2018)
6. Pierre-Alain Tallier, Sofie Onghena, *Cent ans – et plus – d'ouvrages historiques sur la Première Guerre mondiale en Belgique*, Bruxelles, 2019.
7. A cet égard, soulignons le rôle précurseur et moteur de l'ouvrage de Sophie de Schaepdrijver (Sophie de Schaepdrijver, *De Groote Oorlog. Het koninkrijk België tijdens de Eerste Wereldoorlog*. Amsterdam-Anvers, 1997), dont la version française a été publiée en 2004 (Sophie de Schaepdrijver, *La Belgique et la Première Guerre mondiale*, Bruxelles, 2004).
8. Surnom attribué aux soldats de l'armée belge.
9. Terme générique désignant les soldats de l'armée britannique.
10. Terme générique désignant les soldats de l'armée française.

11. Qu'il s'agisse de guides de sources (*Het Gekwetste Gewest. Archieven en de wederopbouwarchitectuur in de Westhoek*, Bruges, 2009 ; *Guide des sources de la guerre 1914-1918 dans le Nord*, Villeneuve d'Ascq, 2009 ; *Guide des sources de la Grande Guerre dans le Département des Vosges*, Epinal, 2008 ; A. Chablat-Beylot & A. Sablon du Corail, *Guide des sources conservées par le service historique de la défense relatives à la première guerre mondiale*, Vincennes, 2008 ; A. Battaglia, *Archives de la Grande Guerre. Inventaire des sources de la Première Guerre mondiale conservées à la BDIC*, Nanterre, 2010) ou d'encyclopédies (G. Hirschfeld, G. Krumeich & I. Renz, *Enzyklopädie Erster Weltkrieg*, Paderborn, 2003 et Jean-Jacques Becker & Stéphane Audoin-Rouzeau, *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918*, Paris, 2004 ou l'*International Encyclopedia of the First World War*, en ligne <<http://www.1914-1918-online.net>>).